

Status

Tennis & Padel Club de CASTRIES

OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 – Objet

Il est formé, entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présentes et rempliront les conditions ci-après, une association qui est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ses statuts. Elle a pour objet l'enseignement et la pratique du tennis.

Une convention entre la Municipalité de Castries et l'Association définit dans les grandes lignes les conditions de mise à disposition et de gestion des installations.

ARTICLE 2 – Dénomination

La dénomination de l'association est :
Tennis & Padel Club de Castries. (TPC Castries)

ARTICLE 3 – Durée

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 4 – Lieu

Le siège de l'association est à Castries, 297 chemin de Fondespierre. Il peut être transféré à tout autre endroit de la même ville par décision du Comité de direction et ratification de l'Assemblée Générale, dans une autre localité par délibération de l'assemblée Générale extraordinaire.

ARTICLE 5 – Moyen d'action

Les moyens d'action de l'association sont notamment : l'organisation de toutes les épreuves, compétitions ou manifestations sportives entrant dans le cadre de son activité, et toutes initiatives propres à servir cette activité et, plus généralement, toutes actions contribuant à la formation physique et morale.

COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 6 – Les membres

L'association se compose de membres actifs et de membres honoraires. Chaque membre de l'association doit payer une cotisation annuelle qui est fixée par l'Assemblée Générale.

L'admission d'un membre comporte de plein droit, par ce dernier, adhésion aux statuts et règlements intérieurs.

ARTICLE 7 – Les membres actifs

Pour être membre de l'association, il faut avoir acquitté le droit d'entrée, la cotisation annuelle et être détenteur d'une licence fédérale de l'année en cours. La demande d'admission d'un mineur doit être accompagnée de l'autorisation de ses représentants légaux. En cas de refus, les motifs ne seront pas indiqués.

Les membres actifs ont seuls le droit de prendre part aux réunions sportives organisées par l'association, par la Fédération et la Ligue de tennis à laquelle l'association sera affiliée et par les associations affiliées à cette fédération.

ARTICLE 8 – Les membres honoraires

Le titre de Président, Vice-président ou membre d'honneur peut être décerné par le Comité de direction aux personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des services à l'association ou qui, par leurs actes, peuvent être utiles à l'association. Ces membres ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation ou de droits d'entrée.

ARTICLE 9 – Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association se perd :

1. par la démission, par lettre adressée au président de l'association
2. par la radiation prononcée par le Comité de direction pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves, l'intéressé ayant préalablement été appelé à fournir des explications, sauf recours à l'Assemblée générale
3. par la radiation prononcée selon les règlements de la Fédération Française de Tennis
4. par le décès

ARTICLE 10 – L’actif de l’Association

L’actif de l’association répond seul des engagements contractés en son nom, sans qu’aucun des membres de l’association ou du Comité ne puisse en être personnellement responsable. Les membres de l’association qui cesseront d’en faire partie pour une cause quelconque n’ont aucun droit sur l’actif de l’association celle-ci se trouvant entièrement déchargée vis-à-vis d’eux.

ARTICLE 11 – Les devoirs de l’association

L’association s’engage :

- 1. à se conformer entièrement aux règlements établis par la Fédération Française de Tennis ou par ses ligues ;**
- 2. à exiger de tous les membres qu’ils soient détenteurs de la licence fédérale de l’année en cours ;**
- 3. à se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application desdits règlements ;**
- 4. à assurer la liberté d’opinion, et le respect des droits de la défense ;**
- 5. à s’interdire toute discrimination illégale dans l’organisation et la vie de l’association ;**
- 6. à veiller à l’observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité national olympique et sportif français ;**
- 7. à respecter les règles d’encadrement, d’hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres ;**
- 8. à tenir à jour une liste nominative de ses membres indiquant pour chacun d’eux le numéro de la licence délivrée par la Fédération Française de Tennis ;**
- 9. à verser à la Fédération Française de Tennis suivant les modalités fixées par les règlements de celle-ci toute somme dont le paiement est prévu par lesdits règlements.**

RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 12

Les ressources annuelles de l'association se composent :

- 1. des cotisations versées par ses membres dans les termes de la loi ;**
- 2. des subventions qui peuvent lui être accordées ;**
- 3. des revenus de biens et valeurs appartenant à l'association ;**
- 4. des recettes des manifestations sportives ;**
- 5. des recettes des manifestations non sportives organisée à titre exceptionnel ;**
- 6. de toutes autres ressources ou subventions qui ne seraient pas contraires aux lois en vigueur.**

Il est tenu une comptabilité complète de toutes les recettes et de toutes les dépenses.

Les comptes sont soumis à l'Assemblée Générale dans un délai inférieur à six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ADMINISTRATION

ARTICLE 13 – Election du Comité de direction

L'association est administrée par un Comité de direction composé de 5 membres au moins, 9 membres au plus, élus par l'assemblée générale ordinaire à la majorité des membres présents ou représentés, et au scrutin secret si cela est demandé par la majorité des membres.

Il s'y ajoute, avec voix consultative, deux conseillers municipaux de Castries nommés par le conseil municipal.

Peuvent seuls prendre part à l'élection des membres du Comité de direction, les membres actifs majeurs à jour de leur cotisation. Est éligible au Comité de direction tout électeur majeur. Le Comité de direction devra respecter autant que faire se peut la parité hommes/femmes.

Le Comité de direction est renouvelé par tiers tous les ans, l'ancienneté désignant les sortants et ce nonobstant les éventuelles démissions.

Le tirage au sort désignera les sortants à l'issue de chacune des deux premières années suivant l'approbation des statuts et l'élection d'un nouveau Comité de direction dans son intégralité. Les membres sortants sont rééligibles.

ARTICLE 14 – Rémunération

Les membres du Comité de direction ne peuvent recevoir aucune rémunération en raison des fonctions qu'ils exercent.

ARTICLE 15 – Election du bureau

Le Comité de direction élit chaque année son Bureau qui est composé d'au moins un Président, un Secrétaire, un Trésorier.

ARTICLE 16 – Les réunions

Le Comité se réunit au moins deux fois par an et sur la convocation de son Président ou à la demande de la moitié des membres qui le composent.

Tout membre du Comité qui aura manqué trois séances consécutives, sans excuses acceptées par celui-ci, pourra être considéré comme démissionnaire.

Le Bureau se réunit en principe une fois par mois sur convocation du Président ou à la demande de la moitié des membres qui le composent.

La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations qui sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Comité sont constatées par des procès verbaux inscrits sur registre spécial et signés par le Président de la séance et par le Secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont signés par le Président ou par deux membres du Comité.

ARTICLE 17 – Rôles du Comité de direction et du Bureau

Le Comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction des affaires de l'association et pour faire autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

Il délibère et statue notamment sur toutes les propositions qui lui sont présentées, sur l'attribution des recettes, sur les demandes d'admission, de congé et sur les radiations.

Il autorise tout contrat ou convention passé(e) par l'association. Le Bureau du Comité de direction expédie toutes les affaires urgentes dans l'intervalle des séances du Comité de direction. Il est spécialement chargé de l'administration courante de l'association et de ses différents services, des rapports avec les pouvoirs publics et la Fédération Française de Tennis.

Il prend d'urgence toutes mesures nécessaires au bien de l'Association et du sport, sous condition d'en référer au Comité de direction à sa première réunion.

ARTICLE 18 – Rôle des membres du bureau

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du Comité de direction et du Bureau. Il signe avec le Trésorier les ordonnances de paiement, les retraits et décharges de sommes, les actes de vente ou d'achat de tous titres et valeurs et toutes opérations de caisse. Il préside les Assemblées générales et les réunions. Il représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le Secrétaire rédige les procès-verbaux et la correspondance, tient le registre des membres de l'association et garde les archives. Le Trésorier est dépositaire des fonds de l'association, tient le livre de recettes et de dépenses, encaisse les cotisations, droits d'entrée, etc...

ARTICLE 19 – Rôle des autres membres du Comité

Les attributions des autres membres du Comité sont déterminées par la comité lui-même.

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 20

Les Assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se composent des membres actifs de l'association. Elles se réunissent aux jours, heures et lieux indiqués dans l'avis de convocation adressé par le Comité

ARTICLE 21

Les convocations sont faites quinze jours au moins à l'avance par lettre adressée à chacun des sociétaires en indiquant l'objet de la réunion. L'ordre du jour est arrêté par le Comité.

ARTICLE 22

L'Assemblée est présidée par le Président ou à défaut par un membre du Comité désigné par celui-ci. Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'assemblée en entrant en séance et vérifiée par le Président et le Secrétaire. Nul ne peut représenter un membre s'il n'est lui-même membre de l'Assemblée.

ARTICLE 23

Chaque membre de l'Assemblée a une voix et autant de voix supplémentaires qu'il a de procurations qui lui ont été données par les membres n'assistant pas à l'Assemblée dans la limite de trois procurations.

ARTICLE 24 – L'Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an et en cas de nécessité, sur proposition du Comité de direction ou à la demande du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale.

Elle approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et, d'une manière générale, délibère sur toutes les questions d'intérêt général et sur toutes celles qui lui sont soumises par le Comité.

L'Assemblée générale ordinaire, pour être tenue valablement, doit se composer du quart au moins des membres ayant le droit d'en faire partie présents ou représentés : si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents ou représentés lorsque le vote par procuration est permis.

Elle procède à l'élection des membres du Comité de direction et à son représentant auprès de la ligue dont dépend l'Association. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents, et, le cas échéant, représentés.

ARTICLE 25 – L'Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire se compose des membres actifs de l'association.

Elle peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sur la proposition du Comité de direction ou sur celle du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale.

Elle peut décider notamment la dissolution de l'association, sa fusion ou son union avec d'autres associations du même genre ayant le même objet.

L'assemblée générale extraordinaire, pour être tenue valablement, doit se composer de la moitié au moins des membres ayant droit d'en faire partie. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle et cette fois elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents et le cas échéant représentés.

ARTICLE 26

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président de l'Assemblée ou par deux membres du Comité.

ARTICLE 27

Toute discussion politique ou religieuse est strictement interdite dans toutes les réunions de l'Association.

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 28

En cas de dissolution pour quelque motif que ce soit, la liquidation est effectuée par le Comité de direction.

ARTICLE 29

Si après réalisation de l'actif de l'Association, le règlement du passif et des frais de liquidation, il reste un reliquat en caisse, celui ci sera attribué par l'Assemblée générale extraordinaire, soit à une ou plusieurs associations sportives, soit à des œuvres sociales se rattachant directement à ces associations. En aucun cas, les

membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 30 – Le règlement intérieur

Un règlement intérieur est établi par le Comité de direction qui le fait approuver par l'Assemblée générale.

Le règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non fixés par les statuts notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association et à son fonctionnement.

ARTICLE 31

Le Bureau remplira les formalités de déclarations ou de publication prescrites par la loi et tous les pouvoirs lui sont donnés à cet effet.